



## À VERTBAUDET, LES NÔTRES !

*Mardi dernier 16 mai, la police est intervenue pour déloger le piquet de grève des ouvrières de l'entrepôt Vertbaudet, à Marquette-lez-Lille, une entreprise de vêtements pour enfants. Une ouvrière s'est retrouvée aux urgences de l'hôpital pour une lésion au cou à la suite des violences policières. La veille, deux militants qui étaient venus soutenir le piquet de grève avaient été arrêtés. Et le lendemain, c'est un des syndicalistes de l'entreprise qui était agressé par des individus en rentrant chez lui. Mais la grève continue.*

*Cette grève qui dure depuis deux mois est révélatrice de la colère du monde du travail, face à la rapacité et brutalité du patronat et de l'État aujourd'hui.*

### **11 millions de bénéfiques, 0 % d'augmentation**

C'est à un riche fonds d'investissement, Equistone Partners Europe à la tête de 5,5 milliards d'investissements, qu'appartient l'entreprise Vertbaudet. À elle seule, elle a rapporté à ce fonds 11,4 millions de bénéfice annuel. Mais c'est 0 % d'augmentation que la direction annonçait lors des NAO. Avec tout au plus quelques primes aléatoires, en fonction de la performance, et le droit de faire, au volontariat, une heure supplémentaire par jour. Le fameux « travailler plus pour gagner plus »... et se ruiner la santé.

La direction a eu l'appui sans faille des pouvoirs publics. Appui de la justice qui a donné raison au patron lorsque celui-ci a embauché des intérimaires pour remplacer les grévistes, bafouant la loi sur le droit de grève. Appui de la police intervenue plusieurs fois contre les grévistes, à la mi-avril et cette semaine. Quant aux trois individus qui ont agressé un militant syndical le 17 mai en se disant de la police et en le traitant de « sale gréviste », difficile de savoir s'ils étaient vraiment de la police, en heures sup', ou s'il s'agissait de nervis patronaux d'extrême droite – ou les deux !

### **Retraite, salaire, indemnisation du chômage, un même combat**

Ce comportement de la police, de la justice et de l'appareil d'État au service du patronat, c'est la réplique de ce qu'on a connu tout au long de la lutte

contre la réforme des retraites, avec la morgue du gouvernement, les violences de sa police et la partialité de son Conseil constitutionnel – tous ligüés pour qu'on se tue au boulot jusqu'à 64 ans, voire 67 ans, pour avoir ses annuités.

Et Macron, qui n'ose plus annoncer à l'avance ses visites de peur d'un concert de casseroles, s'est réfugié à Versailles, le 15 mai dernier, pour recevoir au château une journée de richissimes patrons auxquels il a vanté « l'attractivité de la France » pour les investisseurs. Entendez les salaires bloqués et la précarité qui pourraient tenter, espère-t-il, un Elon Musk.

En guise de « social » et pour éviter aux patrons d'augmenter les salaires, il promet une réduction d'impôts pour « les classes moyennes » : ceux qui, selon lui, seraient « trop riches pour être aidés et pas assez pour bien vivre ». Comme si les salariés les plus pauvres ou ceux qu'on veut faire bosser presque à l'œil pour toucher le RSA étaient aidés. L'aumône en question, de 2 milliards de réduction d'impôts, représenterait tout au plus 75 euros pour chacun. Alors que pour ceux qui sont réellement trop riches, c'est 162 milliards d'aides de l'État aux patrons.

Notre colère qui s'est manifestée depuis janvier est toujours là. Les travailleuses de Vertbaudet en sont la preuve. Elles ne sont pas les seules. C'est le cas des intérimaires à PSA Stellantis, dont la paye est amputée à chaque jour décrété chôme par l'entreprise et qui se rebiffent malgré la menace que fait peser sur eux leur statut précaire ; des cheminots contre la dégradation de leurs conditions de travail ; des postiers pour l'embauche en poste fixe des intérimaires. La lutte contre la réforme des retraites n'est pas finie, la prochaine journée de grève et de manifestation du 6 juin doit être massive, n'en déplaise à ceux qui veulent nous faire taire comme à ceux qui reprennent « le dialogue social » avec des sourds. Nous toutes et tous, salariés ou jeunes révoltés par les injustices de la société et la rapacité du capitalisme, n'avons pas dit notre dernier mot.



### **Leurs formulaires, qu'ils se les gardent !**

Pour le second semestre 2025, Stellantis veut donc quasiment vider l'usine de Tremery tout en fournissant à eMotors, le peu de salariés dont elle a besoin. En difficulté face au faible nombre de salariés intéressés par le transfert (et pour cause), la direction a distribué des formulaires visant à recueillir nos intentions. But de la manœuvre, mettre la pression. Le hic, c'est que toutes les propositions de la direction favorisent les intérêts du groupe, pas les nôtres ! Nous, on a un CDI et si PSA veut nous le prendre, on le vendra cher ! Leur formulaire, qu'il se le garde, rien ne nous oblige à le remplir, les solutions ne viendront pas de nous !

### **PSA Poissy : colère et débrayages d'une centaine d'intérimaires**

Après la mobilisation des intérimaires de PSA Vesoul, Hordain et Mulhouse, c'est maintenant le tour de ceux de Poissy. La semaine dernière, une centaine d'intérimaire s'est réuni pour exiger des explications sur les vols sur leurs fiches de paie. À la surprise de la direction, cela s'est transformé en débrayage, ce qui a paralysé le montage.

Des agences n'ont pas payé les jours chômés imposés en avril et suspendu abusivement les contrats d'intérim. Des intérimaires se sont retrouvés avec des salaires de 1000 €. PSA se remplit les poches en exploitant à fond les intérimaires, ils ont bien raison de s'organiser et de réclamer au minimum l'égalité de traitement avec les CDI : à travail égal, salaire égal !

### **Encore un record... sur notre dos et contre l'emploi**

Pour le 1er trimestre 2023, PSA-Stellantis a annoncé + 14 % d'augmentation de son chiffre d'affaires par rapport à celui de 2022, c'est à nouveau un record. La direction brasse des milliards en vendant des voitures de plus en plus chères mais aussi en supprimant des milliers d'emplois en France, en Serbie, en Italie... Et maintenant aux USA, car Stellantis veut y supprimer au moins 3 500 emplois avant la fin de l'année.

### **Stellantis champion du monde de l'exploitation**

En 2022, Stellantis c'est 16,8 milliards d'euros de profits, + 26 %, c'est mieux que le premier constructeur mondial Toyota (16,5 milliards). Ensuite en 3e et 4e position c'est Volkswagen (15,8 milliards de profits) et Mercedes (14,8 milliards). Quel que soit le groupe automobile ou le sous-traitant pour lequel on travaille, nous on doit se serrer la ceinture, il est donc urgent de forcer les patrons à nous céder ce qu'ils nous doivent.

### **RÉUNION PUBLIQUE DU NPA**

Venez débattre avec les militants du NPA

**Vendredi 9 juin à 19h30**

au FJT Etap Habitat 1 rue Georges Ducrocq à Metz.

### **À Tremery, on est vert (de rage) !**

Depuis des semaines, la direction utilise le numéro vert à tout va et comme d'habitude, il ne sert à rien d'autre qu'à protéger la direction en cas de rupture d'approvisionnement et pour lui faire économiser le versement d'une misérable prime de prévenance tardive. Aucune séance ne saute et la direction pousse le bouchon jusqu'à nous faire travailler les samedis ou en allongement d'horaires. Pour nous c'est un stress supplémentaire, l'application PSA n'est pas systématiquement à jour, on doit donc appeler ou s'envoyer des textos. Qu'ils arrêtent de jouer avec les horaires et surtout qu'ils maintiennent les salaires.

### **Grève chez Fiat-Stellantis en Italie**

La semaine dernière, pendant trois jours de suite, les travailleurs de l'usine Stellantis de Pomigliano (près de Naples) ont débrayé contre l'augmentation de la charge de travail. Un mouvement suivi par 80% des ouvriers des lignes de montage de la Panda et de la Tonale. Les grévistes ont défilé dans les ateliers au cri de « Dignità ! Dignità ! » (Dignité). L'usine alterne les longues périodes de chômage partiel et périodes de travail avec des rythmes insupportables. En Italie non plus les travailleurs ne veulent pas être victimes de la course au profit de Stellantis.

### **Mineurs enfermés dans les centres de rétention : c'est illégal !**

Il n'y a pas qu'aux États-Unis, que les familles de réfugiés sont enfermées dans des conditions inhumaines. En France en 2022, ce sont plus de 43 000 personnes qui ont été retenues dans ces prisons pour migrants.

Le 4 mai, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la France concernant la rétention administrative de mineurs entre 7 mois et 13 ans dans le CRA de Metz. Le crime de ces enfants et de leurs parents ? Être de nationalité étrangère. La sentence ? L'enfermement pur et dur.

Les CRA sont l'expression violente de la politique répressive et raciste de l'État, qui depuis plusieurs jours a lancé l'opération Wuambushu à Mayotte, où plus de 3 000 enfants sont déjà placés en rétention !

Face à toutes les politiques coloniales, xénophobes et racistes qui cherchent à nous diviser, il faut opposer l'unité internationale des travailleurs et des travailleuses !

À Metz comme à Mayotte, luttons pour la régularisation de tous les sans-papiers, et pour l'abolition des CRA, mur par mur et pierre par pierre !